



Procès-verbal de l'assemblée communale

Salle CO2, La Tour-de-Trême - Mardi 20 avril 2021, 20.00 heures

<u>Présidence</u>	Antoinette Badoud, Syndique et Présidente de cette assemblée
<u>Présents</u>	102 personnes + Madame Stéphanie Roulin, journaliste à La Gruyère
<u>Excusée</u>	Madame Denise Sonney
<u>Scrutateurs</u>	Messieurs Francis Thiébaud et Francis Maillard
<u>Secrétaire</u>	Jean-Claude Duriaux, Secrétaire général

LISTE DES OBJETS A TRAITER

- 1. Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée communale du mardi 15.12.2020 : celui-ci est à la disposition des personnes intéressées au bureau communal et peut être consulté sur le site internet : www.lepaquier.ch**
- 2. Comptes 2020**
 - 2.1 Présentation
 - 2.2 Rapport de la Commission financière sur la base de l'organe de révision
 - 2.3 Approbation
- 3 Nomination de 2 nouveaux membres à la Commission financière**
- 4 Approbation du nouveau règlement communal des finances (RFin)**
- 5 Approbation de l'investissement lié au projet de mobilité douce en lien avec le réaménagement de la route cantonale (VALTRALOC) et de la réorganisation spatiale de la zone du terrain de football-déchetterie (projet "Parc du Chèrvi")**
- 6 Approbation du nouveau règlement communal de Police**
- 7 Approbation des modifications du règlement communal sur les émoluments et les contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et de constructions**
- 8 Divers**



Au nom du Conseil communal, la Présidente souhaite la bienvenue aux citoyennes et citoyens à cette assemblée communale qui, en application des dispositions de la loi sur les communes, a été régulièrement convoquée par annonce dans la Feuille officielle du canton de Fribourg, par affichage au pilier public et par une convocation adressée en circulaire tous ménages, le tout au moins 10 jours à l'avance. Elle précise que l'assemblée sera enregistrée pour faciliter la rédaction du procès-verbal (cf art. 12 al. 1 du règlement d'exécution de la loi sur les Communes du 28 décembre 1981).

La Présidente indique que les objets figurant à l'ordre du jour sont affichés à l'écran. Les documents relatifs à ces objets étaient à disposition jusqu'à ce jour à l'administration communale.

Elle informe l'Assemblée que le Conseil communal a décidé de supprimer le point 3 de l'ordre du jour "*Nomination de 2 nouveaux membres à la Commission financière*". En effet, au vu du nombre de candidatures reçues et afin de respecter les dispositions légales, les membres des Commissions communales seront élus lors de l'assemblée communale de décembre 2021. Les membres actuels des Commissions poursuivent donc leur mandat jusqu'à cette date.

La Présidente demande si quelqu'un a une remarque à formuler quant à la convocation ou à l'ordre du jour. Cela n'étant pas le cas, elle considère l'ordre de jour comme accepté et les objets seront donc traités selon l'ordre proposé.

La Présidente s'enquière aussi de savoir si des personnes présentes dans la salle ne sont pas citoyennes ou citoyens actifs de notre Commune. Madame Stéphanie Roulin, journaliste au journal "La Gruyère", s'annonce. Le scrutateur concerné tiendra compte de cette personne qui n'a pas le droit de vote. La Présidente déclare que l'Assemblée peut ainsi délibérer valablement.

La Présidente excuse Madame Denise Sonney.

La Présidente nomme ensuite Messieurs Francis Thiébaud et Francis Maillard en qualité de scrutateurs en leur désignant leur secteur respectif. Elle leur rappelle que leur tâche consiste à compter les personnes présentes aux rangées qui leur sont assignées et de communiquer, à haute voix au Secrétaire général, les résultats des oui et des non issus des votes. Elle rappelle aussi que les membres du Conseil communal ne sont pas habilités à voter les comptes. Elle leur précise encore qu'ils font partie du bureau de l'Assemblée communale avec les membres du Conseil communal. La Présidente les remercie pour leur collaboration.

La Présidente demande également aux personnes qui veulent prendre la parole lors de cette Assemblée de se lever et de se présenter en indiquant leur nom et prénom.



1. Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée communale du mardi 15.12.2020

Ce dernier était à la disposition des intéressés à l'Administration communale. La Présidente demande si quelqu'un souhaite faire une observation à propos de sa rédaction ou de son contenu.

Constatant que tel n'est pas le cas, elle considère ce procès-verbal comme accepté et remercie Monsieur Jean-Claude Duriaux, Secrétaire, pour la transcription conforme des avis exprimés.

2. Compte 2020

La Présidente passe la parole à Monsieur Nicolas Gremaud, Conseiller communal en charge des finances, qui présente les principaux résultats des comptes de fonctionnement puis d'investissements 2020.

2.1. Présentation

Nicolas Gremaud débute sa présentation par le compte de fonctionnement 2020, en ne relevant que les écarts significatifs par rapport à ce qui était prévu au budget 2020.

	Comptes 2020		Budget 2020		Comptes 2019	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Administration	715'664.15	36'992.60	710'800.00	18'000.00	671'834.25	20'818.30
Ordre public	108'697.75	64'844.20	114'500.00	55'000.00	116'943.10	54'725.95
Enseignement et formation	1'593'567.40	85'588.85	1'682'700.00	95'900.00	1'688'144.10	95'167.80
Culte, culture et loisirs	220'106.00	15'518.90	228'400.00	23'300.00	229'824.65	22'920.25
Santé publique	520'235.60	3'598.00	516'800.00	4'500.00	484'823.25	14'013.60
Affaires sociales	606'062.54	1'335.20	634'500.00	1'400.00	622'330.05	3'023.60
Transports et communications	746'185.81	323'191.30	741'200.00	308'300.00	723'868.79	324'739.15
Protection et aménagement de l'environnement	816'414.15	655'189.35	786'000.00	640'800.00	749'646.80	606'272.45
Economie	64'496.60	462.00	78'300.00	1'000.00	59'627.55	4'446.30
Finances et impôts	737'491.93	5'812'712.44	560'600.00	4'746'100.00	1'674'388.00	7'124'971.74
Total des charges	6'128'921.93		6'053'800.00		7'021'430.54	
Total des produits		6'999'432.84		5'894'300.00		8'271'099.14
Résultat	870'510.91			159'500.00	1'249'668.60	



Administration :

Certaines séances du Conseil communal ont eu lieu par Zoom, par Skype, par Teams et d'autres ont simplement été annulées, même si les 1'463 heures de vacations pour l'ensemble de votre exécutif démontrent la lourdeur de la fonction. La différence s'élève à CHF 8'200.00.

Comme partout, les tâches administratives se complexifient et deviennent de plus en plus chronophages. Suite au départ de Mme Gamboni, le Conseil communal a choisi Mme Marcuet, engagée à 100% dès le 01 février 2020. D'autre part, de nombreuses heures supplémentaires ont été payées, en particulier dans les domaines du triage forestier et du regroupement scolaire. La différence s'élève à CHF 18'800.00.

La migration MCH2 n'a pas été effectuée en 2020 et une provision pour le nouveau site internet a été constituée, d'où la différence de CHF 8'400.00.

Le remboursement des travaux de secrétariat du triage forestier du Moléson s'élèvent quant à eux à CHF 14'700.00.

Ordre public :

Au niveau de la police du feu, le chapitre est parfois déficitaire, parfois bénéficiaire, et il est naturellement impossible de prédire l'avenir. En 2020, un protocole sanitaire très strict a été établi par l'ECAB et de nombreux exercices de corps ont dû être supprimés. D'autre part, les interventions du CSPI Grevîre ont été moins nombreuses que prévues et c'est tant mieux. A titre comparatif, la bénéfice s'élève à CHF 7'000.00 en 2020 alors que le déficit s'élevait à CHF 14'000.00 en 2019.

Enseignement et formation :

La plupart des activités scolaires et culturelles n'ont pu être menées à bien. Par exemple, les frais de piscine se sont élevés à CHF 66.00 par élève au lieu des CHF 90.00 prévus.

Dans le cadre du regroupement scolaire, les frais de transports sont à la charge des communes. Les CHF 29'000.00 prévus n'ont, heureusement, pas dû être utilisés. Dans les divers, Madame la Présidente donnera des compléments d'information sur l'avancement du regroupement qui sera effectif dès la prochaine rentrée scolaire.

L'accueil extrascolaire est un service dont la demande ne cesse de croître. Après avoir déduit les subventions et la participation des parents, le solde à charge de la Commune s'élève désormais à CHF 81'000.00, soit une augmentation de CHF 9'000.00 par rapport à l'année précédente. Durant la fermeture due au COVID, les plages n'ont pas été facturées aux parents, ce qui a été compensé par la diminution des charges de personnel.

Pour une fois qu'une charge liée s'est avérée moins importante que prévu. L'aide aux institutions pour personnes en situation de handicap s'élève à CHF 157'500.00 au lieu de CHF 168'000.00.



Culte, culture et loisirs :

La participation aux frais du conservatoire dépend du nombre d'élèves et celle-ci a diminué de CHF 7'400.00. En 2020, il n'y a eu ni camp, ni premier août, ni fête villageoise. Le soutien aux sociétés villageoises a donc diminué. Par contre, le Conseil communal a prévu une provision exceptionnelle et j'y reviendrai tout à l'heure.

Le parcage sauvage aux abords de notre belle place de Sautaux a incité le Conseil communal à y aménager une place fort appréciée pour un montant de CHF 10'400.00.

Enfin, la course de nos aînés, chère à notre ami Michel, n'a malheureusement pas pu avoir lieu. Ce n'est que partie remise.

Santé publique :

La participation aux frais des soins spéciaux des personnes âgées a augmenté de CHF 17'000.00. C'est naturellement une charge liée.

Affaires sociales :

Les subventions aux crèches et aux mamans de jour dépendent du nombre d'enfants placés. Celui-ci a été beaucoup moins important que prévu. La différence par rapport au budget approche les CHF 22'000.00.

Transports et communication :

L'entretien et la réfection des routes communales ont coûté CHF 10'000.00 de moins que prévu.

Le réchauffement climatique a contribué à diminuer les frais de déneigement par une entreprise externe et des tonnes de sel n'ont pas été achetées. La différence est de CHF 14'100.00. En 2021, c'est une autre paire de manches...

Le marquage au sol des places de parc devant l'administration scolaire n'avait pas été budgétisé.

Rappelez-vous les tas de sciure au bord de notre route communale. La réparation du véhicule communal a coûté CHF 13'400.00. D'après les spécialistes, il est nécessaire de démonter tout le véhicule pour changer un bout de tuyau...

Enfin, la Commune met à disposition de ses citoyens et des autres qui le souhaitent, 2 abonnements journaliers Flexicard. Sur les 730 cartes journalières en vente, seules 283 ont trouvé preneur, soit un pourcentage de 38.77%. La perte nette pour la Commune s'élève à CHF 16'200.00, beaucoup plus importante que l'année dernière pour les raisons que vous connaissez. Même si la Commune perd de l'argent, ce service est très apprécié des citoyens et nous espérons que les voyages seront bientôt d'actualité.



Protection et aménagement de l'environnement :

La nouvelle loi sur les eaux impose désormais un taux de couverture obligatoire de 100%. Grâce aux mesures liées au PIEP, à certains compteurs qui n'ont pas été achetés et à certaines rénovations qui n'ont pas été effectuées, le chapitre d'approvisionnement en eau potable est bénéficiaire de CHF 35'600.00, donc un taux de couverture de 120%. Le bénéfice du chapitre doit être attribué à une réserve obligatoire.

En ce qui concerne la protection des eaux, le bénéfice est de CHF 164'600.00. Ce bénéfice doit lui aussi être attribué à une réserve obligatoire. Cette réserve s'élève désormais à plus de CHF 1.3 Mio, mais avec les futurs travaux de la STEP de Broc, éventuellement associée à celle de Charmey, cette réserve sera rapidement absorbée.

En ce qui concerne les ordures ménagères, Nicolas Gremaud rappelle que depuis le 01.01.2019, le chapitre est soumis à la TVA et que la taxe de base est passée de CHF 50.00 à CHF 60.00 par personne. Le chapitre est déficitaire de CHF 70'400.00 et le degré de couverture de 60.25%, inférieur au taux de couverture de 70% imposé par la loi. Le Conseil communal proposera lors d'une prochaine assemblée un nouveau règlement, établi sur la base des changements liés à la future déchetterie.

Economie :

Les frais liés à la réfection du sentier des grenouilles ont été moins importants que prévu.

Finances et impôts :

Les rentrées fiscales ont à nouveau été plus importantes que prévues, en particulier : une différence de CHF 67'600.00 pour l'impôt à la source, de CHF 44'600.00 pour l'impôt sur les prestations en capital, de CHF 139'700.00 pour l'impôt sur les gains immobiliers et de CHF 77'700.00 sur les mutations. Les différences sont toujours sensibles pour ces impôts conjoncturels, mais ceux-ci sont non récurrents et toujours très difficiles à évaluer.

Les impôts rappelés ainsi que les impôts sur les années antérieures, sur le revenu et sur la fortune, ont été extraordinaires cette année. En effet, le résultat exceptionnel des comptes 2020 s'explique presque uniquement par l'arrivée de bons contribuables et par la régularisation de certaines situations fiscales.

Comme le total des emprunts a diminué, les intérêts sur les dettes a lui aussi diminué.

Alors que le budget 2020 prévoyait un déficit de CHF 159'500.00, le compte de fonctionnement boucle avec un bénéfice net de CHF 870'510.91, après avoir fait des amortissements comptables supplémentaires de 154'270.00 et une réserve exceptionnelle de CHF 40'000.00 pour venir en aide aux sociétés du village sous une forme et selon des critères qui seront affinés par le prochain Conseil communal.



Nicolas Gremaud passe en revue ensuite les éléments significatifs du budget des **investissements terminés en 2020** (voir diapositives ci-après).



Investissements

	Comptes 2020		Budget 2020	
	Dépenses	Subv./part.	Dépenses	Subv./part.
Transports et communications				
Route de Gruyères, mesures VALTRALOC, crédit d'étude	18'190.00		46'000.00	
Réfection chemin de l'Entraide (chemin à caractère agricole), solde à charge des propriétaires		47'306.00		
Route de Pra-Jouli, construction trottoir	13'538.00			
Route des Rounè, réfection	4'200.00			
Subventions fédérales (améliorations foncières, route des Chavonnes, route de Pra-Jouli, chemin de l'Entraide)		45'599.00		
Subventions cantonales (améliorations foncières, route des Chavonnes, route de Pra-Jouli, chemin de l'Entraide)		46'288.00		
Achat tracteur-chargeur avec accessoires	77'000.00		76'000.00	
Protection-aménagement environnement				
Approvisionnement en eau potable				
Taxe de raccordement		2'000.00		



Investissements

	Comptes 2020		Budget 2020	
	Dépenses	Subv./part.	Dépenses	Subv./part.
Aménagement du territoire				
PAL, Plan d'aménagement local, modifications	45'203.00		50'000.00	
Finances et impôts				
Immeubles/terrains du patrimoine financier				
Terrain de Villarblanchin, PAD (plan d'aménagement détail)			52'000.00	
En Crêta, vente de terrain				1'022'000.00
Total des dépenses	158'131.00		224'000.00	
Total des recettes, subventions et participations		141'193.00		1'022'000.00
Investissements nets		16'938.00	798'000.00	



Investissements terminés en 2020

	Budget voté		Coût final		Résultat / différence
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
Réfection route des Chavonnes (route à caractère agricole)	180'000.00	82'300.00	219'500.00	122'500.00	-700.00
Réfection route de Pra-Jouli (route à caractère agricole)	360'000.00	231'000.00	342'659.00	233'498.00	-19'839.00
Réfection chemin de l'Entraide (chemin à caractère agricole)	108'000.00	108'000.00	90'905.00	90'905.00	0.00
Trottoir, route de Pra-Jouli	410'000.00		366'338.00		- 43'662.00
Tracteur chargeur avec accessoires	76'000.00		77'000.00		+ 1'000.00

Conclusion :

L'excellente situation financière de notre Commune permet d'envisager l'avenir avec sérénité. Le Conseil Communal peut ainsi se permettre de proposer des investissements conséquents pour répondre à l'augmentation de la population, en particulier par la valorisation de certaines infrastructures.

La situation saine de notre Commune sera aussi une aide précieuse pour absorber les conséquences découlant du Covid.

A moyen terme, les charges des secteurs du social et de la santé pourraient s'accroître, et à court terme, la Commune deviendra contributrice en ce qui concerne la péréquation financière, à moins qu'elle investisse. Avis aux amateurs !

Avant de conclure sa présentation, Nicolas Gremaud tient à remercier Janick Vega de sa précieuse collaboration et de ses conseils avisés, la Commission financière de ses remarques pertinentes ainsi que tous les autres membres du personnel administratif.

Il remercie l'Assemblée de son attention et informe que ses collègues et lui-même répondent volontiers aux éventuelles questions.



2.2 Rapport de la Commission financière sur la base de l'organe de révision

M. Didier Tornare lit le rapport de la Commission financière :

"En qualité d'organe de révision et selon les articles 98d et 98e de la loi sur les communes, la société Multifiduciaire Fribourg SA a effectué, sur mandat du Conseil Communal, l'audit des comptes annuels (bilan, compte de fonctionnement, compte d'investissements et annexes au bilan) en date des 25 et 26 février 2021, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2020.

Lors de la séance des comptes 2020, en date du 22 mars dernier, la Commission financière a pris connaissance de cet audit ainsi que des explications complémentaires données par Mme Janick Vega, boursière communale et M. Nicolas Gremaud, Conseiller communal responsable des finances.

Il ressort principalement de cet audit que les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation ainsi que la tenue des comptes dans leur ensemble sont effectuées de manière correcte.

Il apparaît également que les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2020 sont conformes aux dispositions de droit public en matière de tenue des comptes communaux.

En conséquence, la Commission financière propose à l'assemblée d'accepter les comptes tels qu'ils vous sont présentés et d'en donner décharge au Conseil communal.

Nous tenons à remercier Mme Janick Vega, boursière communale, pour l'excellente tenue des comptes ainsi que pour les explications détaillées données lors de la séance de la Commission financière du 22 mars dernier."

2.3 Approbation

La Présidente rapporte que les excellents résultats des comptes mais également la bonne santé financière de notre Commune permettront de supporter les investissements prévus pour le Parc du Chèrvi qui seront présentés au point 5 de l'ordre du jour.

Elle remercie ensuite les membres de la commission financière pour leurs compétences, leur sérieux et le temps mis à disposition pour examiner les comptes de la Commune. Elle tient également à exprimer sa gratitude pour le temps qu'ils ont consacré au service de la collectivité. Nous avons eu la chance de pouvoir compter sur une équipe qui a assumé son mandat avec sérieux et compétences. Comme déjà annoncé, la Commission financière sera reconstituée lors de l'assemblée du budget 2022, tout comme les commissions d'aménagement-énergie et des naturalisations qui doivent être nommées par l'Assemblée. Elle signale que Madame Laurence Corminboeuf, élue au Conseil communal, ne sera plus membre de la commission financière.



La Présidente donne la parole à l'Assemblée. Celle-ci n'étant pas demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote. Elle rappelle que les membres du Conseil communal ne peuvent pas voter les comptes. Par contre, la Caissière communale, Janick Vega, et le Secrétaire général, Jean-Claude Duriaux, ont le droit de voter.

Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité les comptes de fonctionnement et d'investissements 2020.

La Présidente remercie l'Assemblée pour la confiance témoignée.

Avant de passer au point suivant de l'ordre du jour, la Présidente souhaite à son tour témoigner sa reconnaissance à Janick Vega, estimée Caissière communale, qui a un souci constant d'une gestion rigoureuse des finances communales. Le Conseil communal lui en est très reconnaissant. Elle met toute son énergie, sa sagacité, sa fiabilité, dans l'exercice de sa fonction de gestionnaire des finances communales. La qualité de son travail et de ses conseils en font une alliée précieuse pour le Conseil communal. Elle assume cette tâche avec compétence et assiduité.

3. Nomination de 2 nouveaux membres à la Commission financière

Comme exposée en introduction de cette assemblée, la Présidente rappelle que ce point est supprimé du présent ordre du jour.

4. Approbation du nouveau règlement communal des finances (RFin)

La Présidente passe la parole à Nicolas Gremaud, Conseiller communal responsable des finances.

Nicolas Gremaud explique que le 22 mars 2018, le Grand Conseil a adopté la loi sur les finances communales. Le Conseil d'Etat a fixé l'entrée en vigueur de cette loi au 1er janvier 2021, puis l'a repoussée d'une année, au même titre que le nouveau plan comptable harmonisé MCH2.

Toutes les collectivités publiques locales sont non seulement régies par les normes cantonales, mais également par des normes qu'elles déterminent elles-mêmes, dans les limites de la loi et sous la forme d'un règlement de portée générale. Il s'agit du règlement des finances. Le but de ce règlement est donc de définir les paramètres importants régissant les finances communales, en complément à la législation en la matière.

Afin de n'être pas trop long et compliqué, Nicolas Gremaud décide de ne présenter que les cinq articles concernant la limite d'activation des investissements et les seuils de compétence qui



octroient une marge de manoeuvre au Conseil communal pour engager une dépense nouvelle, un crédit additionnel ou un crédit supplémentaire, sans devoir attendre une décision formelle de l'Assemblée communale.

Art 3. Limite d'activation des investissements : les investissements sont activés à partir d'un montant de CHF 20'000.--. Tous les investissements n'atteignant pas ce seuil sont portés au compte de résultats. Par exemple, l'achat d'un véhicule de CHF 19'900.- chargera le fonctionnement alors que l'achat d'un véhicule de CHF 20'000.-- devra faire l'objet d'un investissement.

Art 6 a) Dépense nouvelle : une dépense nouvelle concerne tant une charge inscrite dans le compte de résultats (fonctionnement) qu'une dépense à comptabiliser dans les comptes des investissements. Le seuil de compétence pour une dépense nouvelle autorise l'organe exécutif (Conseil communal) d'effectuer une charge de résultat ou une dépense d'investissement sans que ces dernières ne fassent l'objet d'une décision formelle de l'organe législatif (Assemblée communale). Cette compétence présuppose toutefois que la dépense soit inscrite dans le budget de résultats (fonctionnement) ou le budget des investissements.

Sous réserve de couverture suffisante par un crédit budgétaire, le Conseil communal est compétent pour engager une dépense nouvelle ne dépassant pas CHF 30'000.-. Le seuil de compétence financière est fixé pour toute dépense nouvelle qui peut être unique ou périodique. Si la dépense est périodique, la dépense totale calculée sur la durée prévisible de l'engagement doit être prise en compte. A défaut de précision temporelle, l'engagement est calculé sur une période de 10 ans.

Art 7. b) Dépense liée : une dépense est liée si elle est ordonnée par la loi. Par exemple, une collectivité est contrainte à une dépense fixée par une base légale cantonale, des statuts, une convention, un contrat, etc. Le législatif ne dispose d'aucune compétence pour la maintenir ou la supprimer du budget. Une dépense peut également être liée en raison de son degré d'urgence de réalisation : la collectivité ne pouvait anticiper cette dépense et elle n'est pas inscrite au budget. Cette notion est à comprendre dans le sens où sa non-réalisation nuirait au bon fonctionnement de la collectivité, notamment quant à fournir les prestations publiques attendues.

Le Conseil communal est compétent pour décider les dépenses liées. Lorsque le montant d'une telle dépense dépasse la compétence fixée à l'article 6 du présent règlement, la Commission financière en préavise le caractère nouveau ou lié.

Art 8 c) Crédit additionnel : un crédit d'engagement est une autorisation de procéder à une dépense nouvelle pour un objet déterminé et dont le montant dépasse le seuil fixé par le règlement des finances. Un crédit d'engagement ne concerne qu'une dépense prévue au budget des investissements. Le crédit additionnel complète un crédit d'engagement insuffisant. C'est la différence entre le crédit d'engagement décidé et le décompte final constaté.

Le Conseil communal est compétent pour décider un crédit additionnel pour autant que ce dernier ne dépasse pas 10% du crédit d'engagement concerné et que le montant du crédit additionnel soit au maximum de CHF 30'000.--. Si le crédit additionnel dépasse ce montant, le Conseil communal doit sans délai demander un crédit additionnel avant de procéder à un autre engagement.



Art 9 d) Crédit supplémentaire : un crédit budgétaire autorise l'exécutif de grever le compte annuel du montant prévu, pour le but déterminé et jusqu'à concurrence du plafond fixé dans le budget. Un crédit supplémentaire corrige un crédit budgétaire jugé insuffisant. Il doit faire l'objet d'une décision du législatif, sous réserve du seuil de compétence fixé dans le règlement des finances.

Le Conseil communal est compétent pour décider un crédit supplémentaire pour autant que ce dernier ne dépasse pas 10% du crédit budgétaire concerné et que le montant du crédit supplémentaire soit au maximum de CHF 30'000.--.

Art 10 Autres compétences décisionnelles : le Conseil communal dispose de la compétence décisionnelle dans les domaines et les limites suivantes : il décide de l'achat, de la vente, de l'échange, de la donation ou du partage d'immeubles, de la constitution de droits réels limités et de toute autre opération permettant d'atteindre un but économique analogue à celui d'une acquisition d'immeubles, pour des montants qui ne dépassent pas CHF 30'000.- par transaction.

La Présidente donne la parole à l'Assemblée.

Préavis de la Commission financière :

La Commission financière préavise favorablement ce nouveau règlement des finances, dont l'entrée en vigueur est prévue le 1^{er} janvier 2022.

Vote :

La Présidente donne la parole à l'Assemblée. Celle-ci n'étant pas demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote. Elle rappelle que les membres du Conseil communal ne peuvent pas voter les comptes. Par contre, la Caissière communale, Janick Vega, et le Secrétaire général, Jean-Claude Duriaux, ont le droit de voter.

Décision : l'Assemblée communale approuve à l'unanimité ce nouveau règlement communal des finances (RFin).

La Présidente remercie l'Assemblée.

5. Approbation de l'investissement lié au projet de mobilité douce en lien avec le réaménagement de la route cantonale (VALTRALOC) et de la réorganisation spatiale de la zone du terrain de football-déchetterie (projet "Parc du Chèvi")

La Présidente débute la présentation de ce thème en rappelant qu'une séance d'information a été organisée le 9 mars dernier pour présenter ce beau projet aux citoyens. L'écho reçu s'est révélé positif et le Conseil communal a examiné la pertinence des questions soulevées à cette occasion. Si toutes n'ont pas pu être prises en compte notamment pour des raisons techniques, il en est cependant l'une ou l'autre que nous avons approfondies avec nos mandataires.



Comme il se peut que certains citoyens ici présents n'aient pas participé à la soirée d'information, nous devons de présenter le projet complet, avec cette fois-ci, un financement détaillé de chaque élément, notamment concernant les coûts d'investissement et de fonctionnement.

L'origine et le développement du projet se sont déclinés en étapes successives; à savoir pour répondre à l'une des mesures du projet Mobul (PA1) la Commune a entrepris une valorisation d'ensemble de la traversée de sa localité et des espaces publics attenants. Une solution concertée a été trouvée pour les trois éléments suivants :

1. Le projet VALTRALOC qui a pour but également de favoriser les modes doux (trottoir et pistes cyclables);
2. La remise à ciel ouvert du ruisseau du Chèrvi qui traverse l'espace d'activités JPF Constructions. Comme déjà décidé lors de l'assemblée de décembre 2020, la Commune assumera uniquement un rôle de maître d'ouvrage afin d'obtenir les subventions du canton et de la confédération. Il n'en coûtera rien à la Commune. L'investissement sera totalement pris en charge par JPF Constructions SA, initiateur du projet qui touche à son espace d'activités dont il est le propriétaire. Par conséquent, la Commune n'endosse aucune autre responsabilité dans ce projet, projet qui a d'ores et déjà obtenu l'aval des services de l'Etat concernés.
3. Le Parc du Chèrvi qui recouvre le terrain de football, la buvette, le ruisseau de Pra Jouli et la déchetterie.

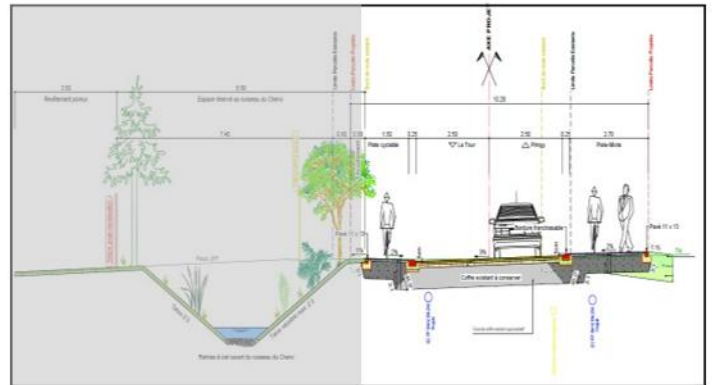
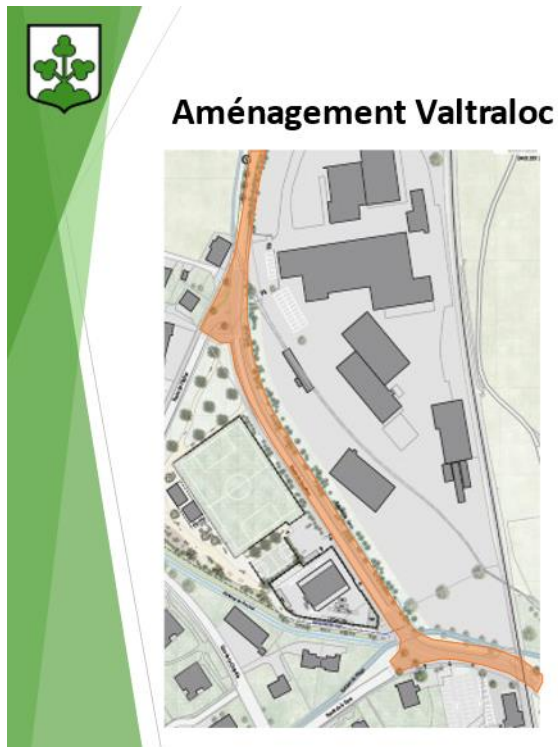
Ces trois projets représentent l'opportunité pour la Commune de se doter d'une vision d'ensemble pour ce secteur et d'y développer un vrai lieu de vie et de rencontre pour nos habitants.

Ce projet global, de par les interactions entre les différents éléments, est cohérent. Le Conseil communal actuel a choisi de le présenter à l'Assemblée, car il juge important de l'assumer jusqu'au bout et ensuite de le remettre « clé en mains » aux nouvelles autorités élues pour sa réalisation.

La Présidente rappelle la procédure de présentation. Dans un premier temps, elle présentera en détail chacun des projets constituant le parc du Chèrvi avec à chaque fois le financement respectif. Elle ouvrira ensuite la discussion sur chacun d'eux. C'est seulement à la fin de la présentation des différents éléments du projet du parc du Chèrvi que la Commission financière sera invitée à donner son préavis sur les coûts de l'investissement total du projet. Ensuite, chaque investissement fera l'objet d'un vote séparé. La Présidente précise que si un projet est refusé, c'est l'ensemble des projets qui échoue.



1. Premier projet : aménagement Valtraloc :



Eléments principaux du projet

- Gabarit de chaussée: 5.50 m
- Bande cyclable rehaussée: 1.50 m
- Piste mixte piétons-cyclistes rehaussée: 2.70 m
- Maintien des accès et priorités existantes
- Création de portes d'entrée direction La Tourde-Trême et Gruyères
- Limitation de vitesse maintenue à 50km/h

La Présidente rappelle les éléments principaux du projet :

- ✓ Gabarit de chaussée : 5.50m, y compris les deux bordures biaises franchissables de 25 cm;
- ✓ 1 bande cyclable rehaussée de 1.50 m, côté JPF;
- ✓ 1 piste mixte piétons-cyclistes rehaussée, largeur de 2.70 m, côté parc du Chèrvi;
- ✓ Maintien des accès et priorités existants;
- ✓ Création d'une porte d'entrée côté La Tour-de-Trême (uniquement un petit îlot) étant donné que le virage et la ligne TPF côté Gruyères offre une sécurité et un ralentissement suffisant pour les véhicules. De plus, le quai TPF sera réaménagé pour être en conformité avec la LHand d'ici 3 à 5 ans;
- ✓ Limitation de vitesse maintenue à 50 km/h.

Le présent projet de valorisation de la traversée du Pâquier a pour but de favoriser la mobilité douce (pistes cyclables, trottoir mixte). La Présidente rappelle que notre village est traversé par un itinéraire cyclo-tourisme national et régional. Une continuité de la liaison cyclable venant de La Tour-de-Trême est ainsi assurée.

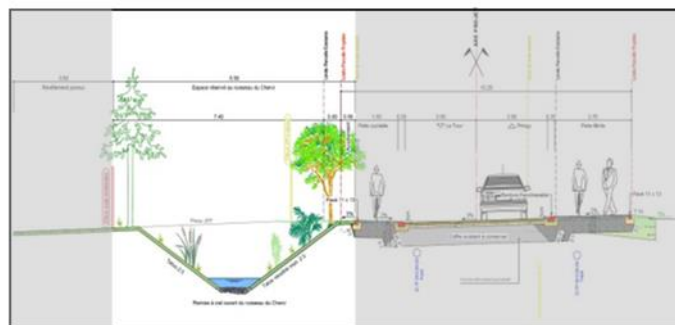
Pour répondre au souci évoqué lors de la séance d'information (à savoir la sécurité des cyclistes), elle souhaite préciser qu'il faut distinguer l'utilisation du vélo pour le déplacement de l'utilisation du vélo pour le sport- loisir. Sur ces pistes, le but premier est le déplacement et donc de la recherche du trajet le



plus court. Le fait que les pistes soient surélevées apporte une sécurité supplémentaire à ce type de cyclistes, contrairement aux bandes cyclables qui sont souvent empiétées par les véhicules. La limitation de la vitesse à 50km/h est aussi un élément de sécurité pour les différents usagers. Chacun devra cohabiter dans le respect de l'autre comme il est de coutume sur les routes.

Le cycliste de "sport-loisir" empruntera plus volontiers l'itinéraire par la route des Granges via Montbarry pour atteindre Gruyères.

Revitalisation du ruisseau du Chèrvi :




Objectifs du projet

- Abandon du tracé souterrain actuel
- Revitalisation du ruisseau avec un espace nécessaire de 8.50m
- Végétalisation variée des berges
- Création de talus à pente variable et d'un lit mineur avec divagations
- Création d'habitats pour la petite faune

La Présidente rappelle que pour ce projet la Commune est uniquement maître d'ouvrage. Le projet consiste à abandonner le tracé souterrain actuel et à le revitaliser avec un espace de 8.50m, espace demandé par le Canton et avalisé par le Service des lacs et cours d'eau pour répondre à la législation sur les eaux. Une végétalisation variée des berges, la création d'un talus à pentes variables avec un lit mineur et des divagations sensées favoriser l'habitat de la petite faune sont prévus.



Nicolas Gremaud présente ensuite les chiffres liés au projet VALTRALOC à l'aide de la diapositive suivante :




Financement projet Valtraloc

Travaux	CHF 407'200. -
Honoraires / frais	CHF 81'200. -
Total intermédiaire HT	CHF 488'400. -
Total HT (avec subventions de 30%)	CHF 341'880. -
Total TTC	<u>CHF 368'200. -</u>

Coûts annuels de fonctionnement :

Amortissement (2.5%)	CHF 9'205. -
Intérêts	CHF 3'682. -
Total	<u>CHF 12'887. -</u>



Nicolas Gremaud rappelle que la revitalisation du ruisseau du Chèrvi sera complètement à la charge de l'entreprise JPF Constructions SA.

L'investissement lié à l'aménagement Valtraloc bénéficiera des subventions que la Confédération a octroyées au PA1 Mobul, à savoir une subvention d'env. 30% sur les mesures de mobilité douce, c'est-à dire les trottoirs et les bordures biaises. Quant aux pistes cyclables, elles seront payées par le canton, de même que la partie concernant la route cantonale. Ainsi, la Commune supportera les coûts liés aux mesures éditoriales (trottoirs), ainsi que l'îlot qui constituera la porte d'entrée dans la zone Valtraloc, côté La Tour-de-Trême.

La Présidente ouvre la discussion sur cet objet.

M. Alexis Morand demande si le gabarit (largeur 5m) de la route située juste avant la voie de chemin de fer (si l'on vient depuis Gruyères) restera le même. Il estime que ce gabarit est insuffisant, surtout dans une courbe.

M. Jean-Marie Seydoux (ingénieur responsable au Canton du projet VALTRALOC et citoyen du Pâquier) répond que le gabarit de la route à cet endroit ne change pas. Pour le reste du tronçon Valtraloc, il rappelle que les bordures biaises seront franchissables.



M. Dominique Chollet demande pourquoi l'espace réservé aux eaux a été réduit à 8.5m'. Il rappelle que JPF prévoit la construction d'un bâtiment d'une longueur de 150m' le long de la route cantonale. Il estime qu'il serait préférable de respecter les dispositions légales relatives à l'espace réservé aux eaux; à savoir 12m', ceci pour une raison esthétique et éviter un cloisement de la route cantonale.

La Présidente répond que le Canton a accepté cette largeur de 8.5m' afin de ne pas prêter l'espace d'activités de l'entreprise. Elle rappelle que le Canton se prononcera encore sur les plans de ces constructions et ne laissera pas ériger des bâtiments qui créeraient des nuisances particulières. Elle rappelle que le ruisseau sera déjà très bien valorisé par rapport à sa situation actuelle.

M. Jean-Marc Seydoux précise que la limite de construction sera située à 10 m' depuis l'axe du ruisseau (zone inconstructible).

M. Paul Maillard demande comment la route de la gare sera raccordée sur la route cantonale. Il estime que le marquage hachuré actuel situé devant la maison à M. Labhart est insuffisant et dangereux car des véhicules passent à travers. De plus, il estime que le trottoir situé devant la maison de M. Théraulaz et qui mène à la forêt de Sautaux est trop étroit. Il devrait être élargi et faire partie du système VALTRALOC afin de sécuriser également la zone située avant la voie de chemin de fer en venant de Gruyères.

M. Jean-Marie Seydoux répond que devant chez M. Labhart, la perte de priorité de la route de la gare est maintenue. La bande mixte sera assimilée à un trottoir traversant et donnera la priorité aux piétons et aux cyclistes par rapport au trafic qui descend de la route de la gare.

M. Pierre-Charles Pasquier demande si le Conseil communal a pensé aux dépenses supplémentaires relatives aux services existants, en particulier les conduites d'eau.

La Présidente répond que ces dépenses ont été prévues dans le projet.


M. Guillaume Morand demande une description de la porte d'entrée VALTRALOC située côté de la Tour-de-Trême (gendarme couché ? rétrécissement ? etc.).

La Présidente répond que cette porte d'entrée sera constituée que d'un îlot simple. Il n'y aura pas de surélévation ou de gendarme couché. Le gabarit de la route restera à 5m' de large.



2. Projet "Parc du Chèrvi" :

La Présidente présente les éléments du projet à l'aide des diapositives ci-après.




Critères d'appréciation:


- Qualité du secteur de parc
- Qualité de la promenade
- Qualité des vues (clôtures !)
- Fonctionnement (incluant déchetterie)
- Qualité d'ensemble du site

Développement du projet sur la base des variantes 2 et 4


■ Terrain de football
■ Espace fonctionnel (parking, déchetterie)
■ Parc
■ Promenade du cours d'eau / espace public




VARIANTE 0




VARIANTE 1




VARIANTE 2



VARIANTE 3



VARIANTE 4



VARIANTE 5

Différents critères d'appréciation ont été pris en compte par notre urbaniste Team+ pour les études de variantes, à savoir : la qualité des circuits de promenade, la qualité des vues, des clôtures et ceci en incluant l'espace déchetterie. La variante 4 a eu la faveur du Conseil communal de par sa configuration optimale.



Aménagements urbanistiques Plan d'ensemble

- La placette nord
- La prairie plantée (verger)
- Le terrain de football et vestiaires
- La buvette et terrasse
- La promenade du PraJouli
- La déchetterie
- La placette sud



Aménagements urbanistiques Secteur prairie, verger

- > L'entrée nord
- > La prairie plantée et ses chemins



Prunus Avium, Merisier



Prunus cerasus, cerisier





La matérialité des aménagements reste encore à choisir, les prix pouvant être fort différents. Cette matérialité sera choisie lors de la réalisation. La sécurisation de l'entrée au Parc depuis la route de l'Eglise sera encore approfondie.



Vue de la route cantonale en direction du sudest



Aménagements urbanistiques Secteur buvette

- > L'entrée principale,
- > La buvette,
- > La terrasse,
- > La promenade et ses jeux pour enfants, pétanque, ping-pong



Rochers et revêtement stabilisé, Québec, Canada

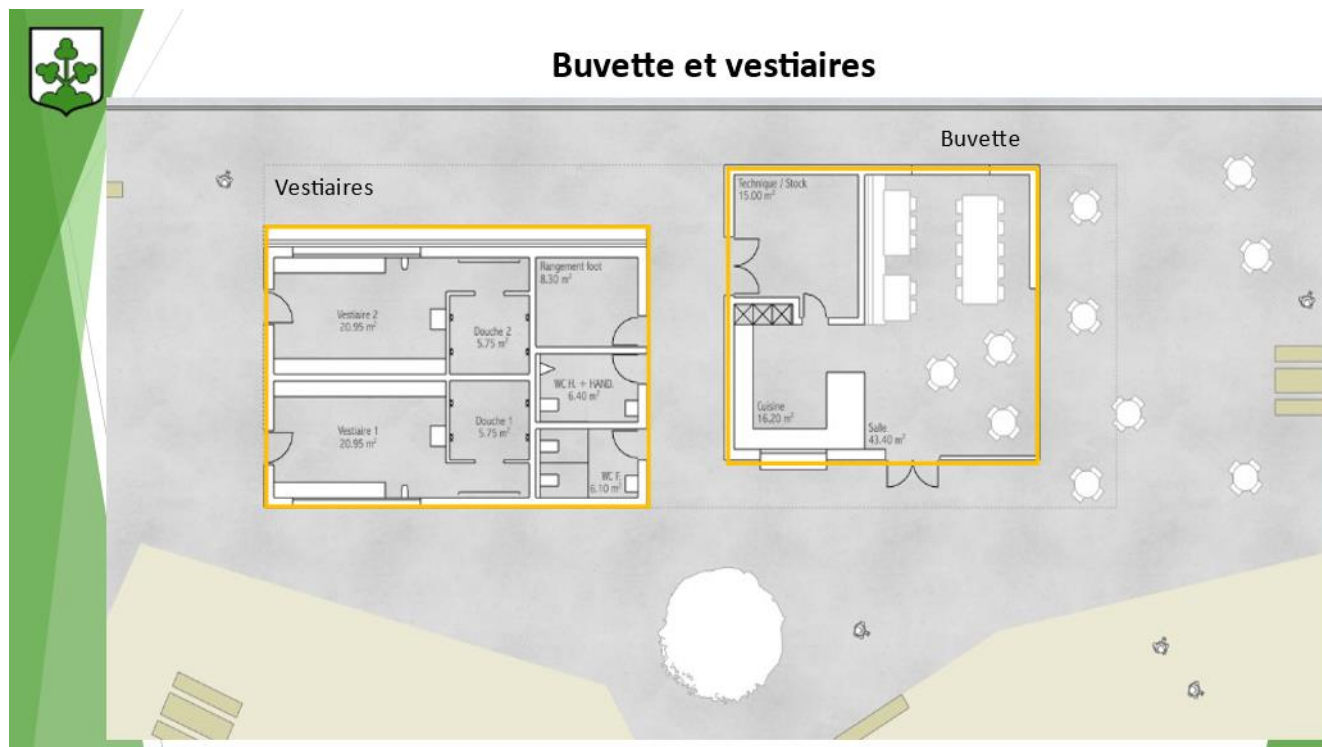


Parc de la Poudre, Estanoy





Buvette et vestiaires

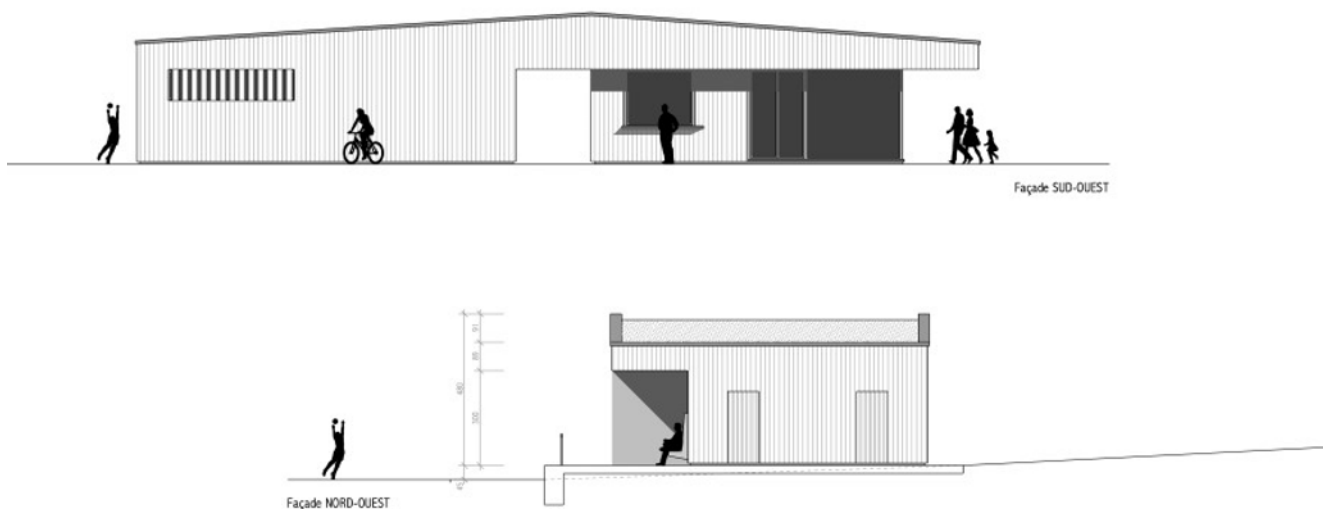


Buvette et vestiaires | Elévations EST





Buvette et vestiaires | Elévations OUEST





Vue de la place de jeux en direction du terrain de football



Aménagements urbanistiques Secteur multisports

- > L'entrée sud,
- > La promenade du cours d'eau,
- > Le multisport
- > L'accès véhicules
- > La déchetterie et son intégration au site



Quercus pedunculata, toulon

Coprinus bitorquatus, charnière

Lonicera xylosteum, Chèvrefeuille à balais

Conspicuous Menziesii, Aubépine



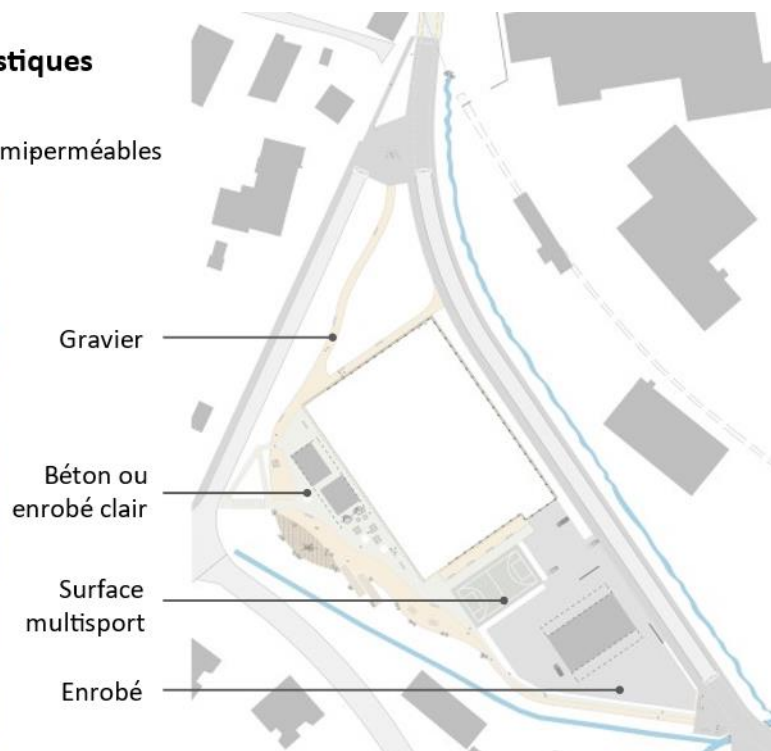


Vue de la place multisports en direction du ruisseau de Pralouli



Aménagements urbanistiques Sols, matérialités

> Surfaces minérales perméables et semiperméables





Aménagements urbanistiques Sols, matérialités

> Surfaces perméables et plantations

Pelouse à entretien
différencié et verger
haute tige

Terrain de
football en
revêtement
synthétique

Berge renaturée



Installations sportives – Terrain football

Revêtement synthétique sans remplissage, avec des marquages prévus pour :

- Surface de jeu pour juniors D (jeu à 9)
- Surface de jeu pour juniors D/E (jeu à 7)
- Surface de jeu pour juniors F (jeu à 5)

Ce terrain est également aménagé pour des entraînements d'équipes d'actifs.

Il sera équipé de 4 mâts d'éclairage (H = 14 ml)

Un aménagement de pare-ballon est prévu sur 3 cotés (H = 4 ml)

Bancs et couverts pour les joueurs

Système d'évacuation des EP avec un réseau drainant.

L'avantage de ce type de gazon permet une utilisation quasiment durant toute l'année. De plus, les coûts d'entretien d'un tapis sans remplissage sont très intéressants (CHF 8'000.- - CHF 10'000.- par année).





Le terrain de football aura un revêtement synthétique, sans remplissage, avec des marquages. Ce revêtement sera perméable et ne nécessitera pas d'arrosage. L'entretien sera aisé avec un système d'évacuation des eaux avec un réseau drainant.

Il permettra des matchs de juniors D9, E, F et écoles de foot. Il sera également aménagé pour des entraînements d'équipes d'actifs. Il sera équipé de 4 mâts d'éclairage et de pare-ballons prévus sur 3 côtés. Il sera bien entendu également à disposition des écoles.

Le gazon synthétique permet une utilisation quasiment durant toute l'année. Les coûts d'entretien d'un tapis sans remplissage sont très intéressants. Lors du changement du tapis, les matériaux sont totalement recyclés.



Installations sportives – Terrain multisports

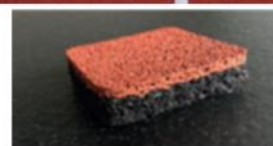
Le terrain multisports est marqué pour les activités suivantes

- Un terrain de basketball 24 x 13 m
- Un terrain de handball de 24 x 13 m
- Un terrain de volleyball de 18 x 9 m
- Un cercle de rythmiques de 9 m de diamètre

La proposition des mâts d'éclairage serait de 2 pièces avec une hauteur de 12 m pour la place multisports

Le revêtement EPDM reste adéquat pour un usage public et scolaire, notamment pour les jeux de balles, grâce à son aspect lisse. Sa caractéristique de sol « amortissant » est également intéressant en cas de chute de par son système composé de deux couches (granulats d'EPDM et SBR)

Le revêtement du terrain multisports étant aussi perméable, un système de drainage lui sera nécessaire.





Réaménagement déchetterie



Objectifs du projet

- Améliorer l'usage pour les habitants et le personnel de l'édilité
- Mettre à disposition de la population une benne compactrice pour l'élimination des déchets
- Augmenter la capacité des installations en cas de forte affluence

Aménagements proposés

- Regroupement des petits déchets (pet, piles, ampoules, habits, café, sagex, etc.) dans un nouvel aménagement couvert
- Mise à disposition de bennes enterrées pour les déchets plus conséquents (bois, gazon, encombrants, gravats)
- Mise à disposition d'une benne compactrice accessible en tout temps pour l'élimination des déchets ménagers

L'objectif du projet est d'améliorer son usage pour les habitants et le personnel de l'édilité mais aussi d'augmenter la capacité des installations en cas de forte affluence. Un gros travail a été effectué par M. Eduardo Eguizabal, ancien Conseiller communal en charge du dicastère, pour évaluer les besoins en rapport avec les différents tonnages de déchets. Pour se faire, il a collaboré avec le personnel de l'édilité qui est le mieux à même d'apprécier les espaces nécessaires au bon fonctionnement de la déchetterie (inclure le regard des praticiens). La Présidente profite ici de remercier M. Eguizabal pour son engagement dans ce dossier.

Parmi les aménagements proposés, il y a le regroupement des petits déchets (pet, piles, habits...) sous un couvert et l'aménagement de bennes enterrées pour les déchets plus conséquents (bois, gazon, déchets encombrants). Ce système facilite la dépose de même que les circulations.

Quant aux déchets ménagers, la volonté du Conseil communal a été de prévoir une solution pour que leur dépose soit possible en tout temps (24/7). Lors de la présentation du projet, la solution de la benne compactrice avait été présentée. Toutefois, il est apparu au travers des remarques émises par des citoyens qu'une crainte d'effluves nauséabondes s'en dégagent, notamment pendant les périodes de chaleur, sachant qu'une benne compactrice n'est vidangée que toutes les 3 à 4 semaines. L'impact visuel et esthétique de ce mastodonte à proximité d'un parc de loisirs n'était pas la meilleure des idées (voir photo ci-dessous). Par conséquent, le Conseil communal a réévalué la situation et choisi de présenter une alternative, soit la variante molloks qui s'intégrera mieux dans un espace loisirs. Ceux-ci seront enterrés (fosses) et vidangés toutes les semaines (voir photo ci-dessous). Ainsi le problème des odeurs est résolu. Un des molloks pourrait aussi être réservé pour la dépose du papier et des cartons, ce qui réduirait encore le nombre de passage à l'intérieur de l'espace fermé de la déchetterie. Suivant



l'évolution de la population, l'un ou l'autre de ces molloks pourrait aussi être installé dans d'autres endroits du village à futur. La solution proposée est ainsi plus souple. Le nouveau Conseil communal aura encore le choix de se positionner sur l'une ou l'autre option.

La déchetterie (partie fermée) sera agrandie côté Sud, à l'intérieur du triangle encore libre.

Le Conseil communal a aussi investigué pour éventuellement déplacer la déchetterie, mais en vain. Aucun terrain, propriété de la Commune, ne se prête à l'installation d'une déchetterie. En Sautaux, la place de jeux est très prisée et ses alentours dévolus aux sociétés villageoises pour l'organisation de manifestations. Un échange de terrain avec le propriétaire voisin (agriculteur) est difficilement envisageable car il se situe en zone d'assolement. Un dézonage d'une telle zone nécessiterait nombre d'années sans aucune assurance d'aboutir. Il appartient à la Confédération de se positionner sur un tel dézonage (JPF SA en fait actuellement l'expérience, déjà 5 ans de procédure et encore aucune décision). Il faut de plus prouver que le changement est nécessaire pour un motif prépondérant, ce qui est le cas pour JPF SA mais pas pour la déchetterie.


La Commune ne dispose d'aucun autre terrain pour ce genre d'installation. Du côté des privés, il est très difficile, voire impossible, de trouver quelqu'un qui est prêt à laisser installer une déchetterie sur sa parcelle...

L'endroit actuel revêt aussi de nombreux avantages. En effet, le hangar communal et le service de l'édilité sont au même endroit. La Présidente rappelle encore que des clôtures (végétales et physiques) seront installées pour masquer au maximum l'endroit qui n'est pas très joyeux, mais pratique pour les habitants de par sa proximité.






La Présidente passe ensuite la parole à Nicolas Gremaud qui présente les coûts d'investissement et de fonctionnement de ce projet à l'aide des diapositives suivantes :



Financement buvette / vestiaire

Travaux	CHF 674'000.-
Honoraires / frais	<u>CHF 141'000.-</u>
Total intermédiaire HT	CHF 815'000.-
Total TTC	<u>CHF 877'760.-</u>



Coûts annuels de fonctionnement :

Amortissement buvette(3%)	CHF 26'332.-
Amortissement mobilier (10%)	CHF 1'000. -
Intérêts	CHF 8'878. -
Frais annexes (dont taxe chauffage: CHF 4'800.-)	<u>CHF 15'000.-</u>
Total	<u>CHF 51'210.-</u>

Nicolas Gremaud précise que les coûts relatifs à la buvette sont élevés en raison des socles en béton et des installations sanitaires et techniques à réaliser. Des panneaux solaires sont prévus sur le toit de la buvette.

Il précise que des éventuels revenus de location n'ont pas encore été pris en compte.



Financement surfaces sportives



Travaux	CHF 1'260'000.-
Honoraires / frais	<u>CHF 50'000.-</u>
Total intermédiaire HT	CHF 1'310'000.-
Total TTC	<u>CHF 1'410'870.-</u>

Coûts annuels de fonctionnement :

Amortissement (7%)	CHF 98'760.-
Intérêts	CHF 14'108.-
Entretien terrain de foot (externe)	CHF 10'000.-
Entretien et matériel	<u>CHF 2'500.-</u>
Total	CHF 125'368.-



Financement déchetterie



Travaux	CHF 415'100.-
Honoraires / frais	CHF 61'500.-
Divers et imprévus	<u>CHF 20'800.-</u>
Total intermédiaire HT	CHF 497'400.-
Total TTC	<u>CHF 535'700.-</u>

Coûts annuels de fonctionnement :

Amortissement (3%)	CHF 16'071.-
Intérêts	CHF 5'357.-
Nouveau système (loc. benne)	<u>CHF 12'000.-</u>
Total	<u>CHF 33'428.-</u>

Il est à noter que le nouveau système de collecte des déchets imposera une adaptation du règlement communal. Les CHF 12'000.00 ont été calculés en tenant compte d'une location de la benne



compactrice et du nombre de tournées. D'autre part, les deux variantes (bennes et molloks) sont encore possibles et l'option des molloks permettrait de diminuer ces coûts.



Financement aménagements urbanistiques



Travaux	CHF 715'800.-
Honoraires / frais	CHF 165'000.-
Divers et imprévus	CHF 35'800.-
Total intermédiaire HT	CHF 916'600.-
Total TTC	<u>CHF 987'180.-</u>

Coûts annuels de fonctionnement :

Amortissement (3%)	CHF 29'615.-
Intérêts	CHF 9'872.-
Entretien et matériel	CHF 2'500.-
Total	<u>CHF 41'987.-</u>



Financement global



Investissement Valtraloc et Parc du Chèvi

Total TTC (Valtraloc)	CHF 368'200.-
Total TTC (Parc du Chèvi)	CHF 3'811'510.-
Total	<u>CHF 4'179'710.-</u>

Coûts annuels de fonctionnement

(dont CHF 179'983.- d'amortissement) :	CHF 264'880.-
--	----------------------



Nicolas Gremaud précise que les employés communaux seront naturellement aussi mis à contribution pour l'entretien et l'exploitation des différentes parties du Parc du Chèvi.

Tous les coûts présentés sont estimatifs et ce n'est que lors de la rentrée des soumissions que l'on aura les coûts définitifs, sachant que le Conseil communal visera les options les plus économiques dans le choix des matériaux. Il y a sûrement de réelles économies à faire. De plus, une réserve CHF 250'000.00 avait été constituée lors du changement d'affectation de la parcelle.

En conclusion, voici 3 éléments qui me permettent d'inviter l'Assemblée à soutenir ce projet :

1. Le coefficient d'impôt sera à nouveau à 88.5 l'année prochaine, comme l'Assemblée l'avait validé l'automne passé. Cet investissement très important ne va pas nécessiter une nouvelle hausse d'impôt.
2. Avec la capacité d'investissement de la Commune, d'autres investissements seront toujours possibles.
3. Si nous n'investissons pas, notre Commune va devenir contributrice au niveau de la péréquation financière et ce sont les autres communes qui vont en bénéficier par l'effet des vases communicants.

Préavis de la Commission financière :

La Commission financière préavise favorablement cet investissement quant à la capacité financière de la Commune à le réaliser.

Cependant, elle attire l'attention de l'Assemblée sur les points suivants :

- Il s'agit d'un investissement très important qui va peser sur les comptes de la Commune pour de nombreuses années;
- Les coûts de fonctionnement de cet investissement sont élevés et des inconnus subsistent encore quant au mode d'exploitation de certains éléments, notamment en ce qui concerne la buvette.

De plus, même si la situation financière et la capacité d'investissement de la Commune permettent de supporter ce projet, il est important que le Conseil communal mette tout en œuvre pour maîtriser au mieux et maintenir au plus bas ces coûts de fonctionnement.

La Présidente remercie la Commission financière de son préavis.

La Présidente ouvre la discussion.

M. Patrick Clément adresse d'abord ses félicitations au Conseil communal pour l'étude de ce beau projet. Il demande ensuite s'il y aura bien la place pour 2 voitures entre les bennes "déchets encombrants et gazon" afin d'éviter la formation de "bouchon" dans la déchetterie.

M. Eduardo Eguizabal répond qu'une zone d'attente et une deuxième voie d'accès séparée pour se rendre à la zone de dépôt du carton/papier est prévue, ceci afin d'éviter la formation de bouchon.



M. Patrick Clément demande si l'accès au terrain de foot sera réservé aux membres du club de football.

Nicolas Gremaud répond que le terrain de foot sera accessible à tous les citoyens lorsqu'il n'y a pas de match ou entraînement officiel.

M. Michel Beaud félicite le Conseil communal pour les 2 présentations de ce projet qui ont permis de bien se rendre compte de ce qui est envisagé de réaliser. Il demande ensuite si une estimation des charges liées à la péréquation a été faite au cas où cet investissement ne serait pas réalisé. Il estime que ce montant pourrait influencer la décision de l'Assemblée, car les montants en jeu peuvent être très importants.

Nicolas Gremaud répond qu'il est très difficile voire impossible de répondre précisément à cette question, car, à cause du système des vases communicants de la péréquation financière, les calculs sont dépendants de la situation de toutes les autres communes.

La Présidente rappelle que le système péréquatif est réévalué tous les trois ans par le Canton. La prochaine échéance est en 2022.

Jacques Maillard attire l'attention sur le fait que les matériaux utilisés pour la construction des terrains synthétiques (granulés de pneus) peuvent être nocifs pour la santé et l'environnement (eau de drainage). Il demande si le Conseil communal s'est préoccupé de cette question, car il existe des revêtements (liège, fibre de coco) qui n'ont pas ces points négatifs.

La Présidente répond que la société qui fournit le terrain a communiqué qu'elle assurait l'élimination et le recyclage du terrain synthétique lors des futurs travaux d'entretien/réparation. Par contre, les points relatifs à la composition des matériaux du terrain n'ont pas été abordés. La question sera posée à l'entreprise Sportfloor lors du choix définitif de la surface.

Nicolas Gremaud précise qu'un choix de terrain "sans remplissage" a été choisi pour une question de facilité d'entretien (pas d'arrosage).

M. Eduardo Eguizabal explique qu'il a donné sa démission du Conseil communal le 8 mars dernier afin de pouvoir s'adresser ce soir à l'Assemblée en parfaite liberté. Il demande à l'Assemblée de ne pas signer un "chèque en blanc" à l'équipe sortante, mais de laisser au nouveau Conseil communal l'opportunité de régler encore les nombreuses questions ouvertes, en particulier celles liées à la déchetterie et de présenter un projet mieux abouti ultérieurement.

La Présidente répond qu'il a toujours été question que le nouveau Conseil communal finalise bien entendu le projet, mais sur les bases de ce qui a été étudié jusqu'à aujourd'hui.

M. Damien Villard soumet sa préoccupation quant aux possibilités de parcage, en particulier lors des matchs de football.

La Présidente rappelle que le Canton limite de manière drastique le nombre de places de parc afin de pousser la population à se déplacer à l'aide de modes de transport doux. Le nombre de places de parc aux abords du Parc du Chèvi sera donc limité à 12-15 places. Par contre, le parking de la salle polyvalente sera toujours disponible.



M. Nuno Tenera demande si le revêtement de la route cantonale sera réalisé en matière phono-absorbante.

La Présidente répond par l'affirmative.

M. Francis Maillard relève que l'investissement lié à ce projet est de CHF 3'200.-- par habitant, ce qui n'est pas négligeable. Il trouve aussi que le montant d'env. CHF 600'000.-- d'honoraires est déjà extrêmement élevé. Il met donc en doute la proposition faite d'encore étudier/approfondir le projet et donc d'augmenter encore ces honoraires.

Nicolas Gremaud précise que les CHF 600'000.-- représentent le 15% du montant total, ce qui est dans la normalité. Quant à l'investissement, il rappelle que la Commune a la capacité financière de faire cet investissement sans péjorer d'autres investissements.

Mme Chantal Tendon est interloquée par l'argument de la péréquation financière. Elle demande si le Conseil communal a élaboré un plan B si ce projet devait être refusé.

Nicolas Gremaud répond qu'il faudrait investir dans un autre domaine.

Mme Chantal Tendon demande si le Conseil communal a des idées quant à d'autres investissements à réaliser.

Nicolas Gremaud répond que le Conseil communal s'est consacré à la préparation de cet important projet du Parc du Chèvi. S'il devait être refusé, le Conseil communal recherchera d'autres possibilités.

M. Philippe Gremaud revient sur la problématique des places de parc. Il s'inquiète du manque de places de parc pour une telle infrastructure.

Il constate aussi que le système de dépose centralisée à la déchetterie des sacs poubelles est moins écologiques que le système actuel de ramassage. En effet, il va engendrer du trafic isolé et supplémentaire de chaque habitant vers la déchetterie. Il demande si le système futur de collecte des sacs poubelle a déjà été décidé par l'Assemblée communale.

La Présidente répond que le trafic des véhicules sera réparti sur une plage horaire très large (24/7).

M. Jacques Maillard demande si les molloks ne pourraient pas être décentralisés dans plusieurs zones du village afin d'éviter une concentration de véhicules au même endroit et de permettre aux citoyens de s'y rendre à pied ou à vélo.

La Présidente répond qu'il est envisageable de décentraliser des molloks. Le problème est de trouver les terrains pour les installer, mais il vaut la peine d'étudier cette question de manière approfondie.

Mme Caroline Equey demande si en cas de centralisation de la dépose des sacs poubelle, une solution sera mise à disposition des personnes ne pouvant pas se déplacer ou n'ayant pas de voiture.

La Présidente répond que nos employés communaux pourront exécuter cette tâche; à savoir d'aller chercher leurs déchets.



M. Michel Savary demande si une augmentation des taxes liées aux déchets est prévue.

Nicolas Gremaud répond que le règlement relatif à la gestion des déchets devra être obligatoirement revu. Des analyses doivent donc encore être faites. Il précise qu'il n'est pas impossible que certaines taxes doivent être relevées.

M. Michel Savary demande si une hausse d'impôts est prévue dès 2022.

Nicolas Gremaud répond par la négative. Il est par contre prévu de revenir au coefficient de 88.5 dès 2022 après une baisse de 2 ans à 83.5.

M. Eduardo Eguizabal tient à rappeler l'importante différence qu'il y a entre un système "Molloks" et un système "benne compactrice". Même si les molloks sont beaucoup plus esthétiques, le système "benne compactrice" est beaucoup mieux adapté à une taxe au poids. Toutes les communes avec qui M. Eduardo Eguizabal a eu contact lui ont confirmé cet état de fait.

La Présidente confirme que le choix du système "molloks" imposerait une taxe au sac et non pas au poids. D'ailleurs le système de taxe au sac est plus simple.

M. Willy Morand constate que le projet de déplacement du ruisseau du Chèvi n'a pas été abordé. Il se demande si l'Assemblée devra voter sur ce thème.

La Présidente rappelle que la Commune n'a aucun rôle dans ce projet. Il s'agit d'un projet privé. L'Assemblée communale de décembre 2020 a seulement acceptée que la Commune soit maître de l'ouvrage pour ce projet afin que l'entreprise JPF Construction ait droit aux subventions. Le Commune ne paie absolument rien pour ce projet, même pas l'arborisation prévue le long du ruisseau.

M. Claude Pasquier regrette que l'on plante un terrain multisports qui condamne toute possibilité d'extension de la déchetterie.

La Présidente répond que le Conseil communal estime que le terrain multisports est important, car il concerne toute la population alors que le terrain de football est dédié aux footballeurs.

M. Alexis Morand demande qu'elle serait l'impact d'une baisse d'impôts sur notre péréquation financière.

Nicolas Gremaud redit qu'il est impossible de faire ce calcul.

M. Alexis Morand propose de baisser les impôts au lieu d'investir.

Nicolas Gremaud répond qu'il n'est pas impossible d'étudier la possibilité de maintenir notre coefficient d'impôts, par exemple à 83.5, même en réalisant cet investissement.

Vote :

La parole n'étant plus demandée, la Présidente soumet au vote l'investissement lié au projet de mobilité douce en lien avec le réaménagement de la route cantonale (VALTRALOC).

<p>Décision : l'Assemblée communale approuve par 84 oui, 10 non et 8 abstentions l'investissement lié au projet de mobilité douce en lien avec le réaménagement de la route cantonale (VALTRALOC).</p>



Vote :

La Présidente soumet ensuite au vote l'investissement lié à la réorganisation spatiale de la zone du terrain de football-déchetterie (projet "Parc du Chèvi").

Décision : l'Assemblée communale approuve par 61 oui, 27 non et 14 abstentions l'investissement lié à la réorganisation spatiale de la zone du terrain de football-déchetterie (projet "Parc du Chèvi").

La Présidente remercie l'assemblée pour la confiance témoignée en acceptant ce crédit d'investissement. La masse fiscale dont la Commune a la chance de disposer aujourd'hui profitera donc avant tout aux citoyens. Elle est sûre que les futures Autorités mettront le plus grand soin à la réalisation de ce magnifique projet tout en veillant au respect des crédits accordés

6. Approbation du nouveau règlement communal de Police

La Présidente rappelle qu'afin de répondre à la législation cantonale, les communes doivent s'appuyer sur un règlement pour la gestion de l'ordre public et de la propreté sur son territoire. Elle passe ensuite la parole à Sébastien Meloni, Conseiller communal en charge du dicastère de l'ordre public.

Sébastien Meloni rappelle que, avant cette assemblée, ce nouveau règlement a été à disposition de la population à l'Administration communale ainsi que sur le site internet communal. Afin de rendre "digeste" cette présentation, Sébastien Meloni résume le contenu de ce règlement à l'aide des diapositives ci-après et en citant divers exemples d'application concrète.



Selon les législations fédérales et cantonales, de nombreuses attributions sont dévolues ou réservées aux autorités communales.

- la tranquillité ;
- la commodité ;
- la sécurité ;
- la salubrité ;
- la propreté ;
- l'ordre public ;
- le respect des bonnes mœurs, etc.



Le but d'un règlement n'est pas de restreindre les libertés individuelles mais d'en garantir leur exercice.



CHAPITRE 1 : Dispositions générales

CHAPITRE 2 : Organes d'application

CHAPITRE 3 : Ordre, commodité, sécurité, salubrité, propreté et tranquillité publics

CHAPITRE 4 : Usage du domaine public

CHAPITRE 5 : Stationnement des véhicules

CHAPITRE 6 : Commerce

CHAPITRE 7 : Mesures administratives

CHAPITRE 8 : Sanctions pénales

CHAPITRE 9 : Dispositions finales



CHAPITRE 1 : Dispositions générales

Art. 1 Objet

Art. 2 Champ d'application

Art. 3 Droit communal réservé

Art. 4 Responsabilité



CHAPITRE 2 : Organes d'application

Art. 5 Compétences du Conseil communal

Art. 6 Contrôles

Art. 7 Voies de droit



CHAPITRE 3 : Ordre, commodité, sécurité, salubrité, propreté et tranquillité publics

III. Animaux

Art. 22 Règle générale

Art. 23 Chiens

Art. 24 Autres prescriptions

Art. 25 Législations spéciales

IV. Salubrité des locaux d'habitation

Art. 26 Salubrité



CHAPITRE 4 : Usage du domaine public

Art. 27 Règle générale

Art. 28 Usage commun

Art. 29 Utilisation du trottoir

Art. 30 Usage accru, usage privatif et droits acquis

Art. 31 Détérioration du domaine public

Art. 32 Cavaliers et montures

Art. 33 Chantiers et fouilles



CHAPITRE 4 : Usage du domaine public

Art. 34 Déblaiement de la neige et de la glace

Art. 35 Parcs et promenades

Art. 36 Manifestations publiques, autorisations diverses, émoluments et taxes

Art. 37 Papillons et pétards

Art. 38 Réclames

Art. 39 Tentes, caravanes et « mobil-homes »

Art. 40 Cimetière et inhumations



CHAPITRE 5 : Stationnement des véhicules

Art. 41 Règle générale

Art. 42 Zones de stationnement

Art. 43 Secteurs de stationnement prolongé et vignettes

Art. 44 Manifestations d'ampleur exceptionnelles et service religieux

Art. 45 Mesure d'exécution

Art. 46 Restitution et frais



CHAPITRE 6 : Commerce

Art. 47 Heures d'ouverture des commerces

Art. 48 Professions ambulantes et temporaires

Art. 49 Autorisations et taxes

Art. 50 Foires et marchés



CHAPITRE 7: Mesures administratives

Art. 51 Mesures ordinaires

Art. 52 Mesures de contrainte

CHAPITRE 8: Sanctions pénales

Art. 53 Sanctions

Art. 54 Procédure

Art. 55 Certificat de mœurs

CHAPITRE 9: Dispositions finales

Art. 56 Abrogation

Art. 57 Entrée en vigueur

En conclusion, Sébastien Meloni rappelle qu'avant tout, le bon sens et le respect d'autrui devraient prévaloir en toute circonstance. Le but de ce règlement est principalement préventif mais il pourrait en cas de non-respect être répressif.

La Présidente précise qu'il restera pour le Conseil communal encore à définir le montant des amendes respectives en lien avec les infractions des règles figurant dans le règlement.

Discussion :

Adrienne Eguizabal demande qui aura la compétence de mettre une amende.

La Présidente répond qu'il est prévu de donner cette mission à une société de sécurité externe même s'il serait possible de former et assermenter pour cette fonction tout citoyen de la Commune.

Préavis de la Commission financière :

La Commission financière, en relation avec sa sphère d'activité, préavise favorablement la partie financière de ce règlement et propose à l'Assemblée de l'accepter tel que présenté ce soir.



Vote :

La parole n'étant plus demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 91 oui, 1 non et 10 abstentions ce règlement communal de Police.

La Présidente remercie l'Assemblée pour l'approbation de ce règlement qui a pour but essentiel le bon sens et le respect d'autrui. L'objectif étant le "bien vivre ensemble" !

7. Approbation des modifications du règlement communal sur les émoluments et les contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et de constructions

La Présidente passe immédiatement la parole à Erika Morand, Vice-Syndique, qui présente les modifications proposées à l'aide des deux diapositives suivantes. Cette dernière rappelle que, avant cette assemblée, ce nouveau règlement a été à la disposition de la population à l'Administration communale ainsi que sur le site internet communal.



Art. 3 Prestations soumises à émolument

¹ Sont soumis à l'émolument :

- a) l'examen préalable et définitif d'un plan d'aménagement de détail ;
- b) la demande préalable, la demande de permis d'implantation et la demande de permis ;
- c) le contrôle des travaux et l'octroi du permis d'occuper ;
- d) la saisie et la numérisation de demandes de permis de construire par la commune pour les requérants.



Art. 4 Mode de calcul

¹ L'émolument se compose d'une taxe fixe et d'une taxe proportionnelle. La taxe fixe est destinée à couvrir les frais de constitution et de liquidation du dossier (al. 2). La taxe proportionnelle se calcule sur la base d'un tarif horaire (al. 3).

² La taxe fixe est de :

- a) CHF 150.-- pour une procédure ordinaire ;
- b) CHF 50.-- pour une procédure simplifiée.

³ La taxe proportionnelle est de CHF 70.-- à CHF 130.-- par heure. Toutefois, si la complexité du dossier nécessite le recours à un spécialiste tel qu'ingénieur conseil ou urbaniste, le tarif horaire de la SIA est appliqué pour les services du spécialiste mais au maximum à CHF 300.-- par heure, la Commune en informera le requérant au préalable.

⁴ Le tarif horaire pour la saisie et la numérisation des demandes de permis de construire par la commune pour les requérants est de CHF 70.-- à CHF 130.--.

⁵ Dans les limites fixées aux al. 3 et 4 du présent article, l'Assemblée communale délègue au Conseil communal la fixation des montants qui seront appliqués. Ceux-ci seront fixés dans un tarif annexé au présent règlement.

Erika Morand précise qu'en cas d'acceptation, ce règlement sera appliqué avec effet rétroactif pour les procédures de construction ordinaires et simplifiées depuis la mise en place de la plateforme FRIAC (juin 2020).

La Présidente remercie Erika Morand de ses explications.

Préavis de la Commission financière :

La Commission financière préavise favorablement les modifications de ce règlement et propose à l'Assemblée de l'accepter tel que présenté ce soir.

La Président ouvre la discussion.

Vote :

La parole n'étant pas demandée, la Présidente soumet ce point de l'ordre du jour au vote.

Décision : l'Assemblée communale approuve par 100 oui, 0 non et 2 abstentions ces modifications du règlement communal sur les émoluments et les contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et de constructions.

La Présidente remercie l'Assemblée pour la confiance témoignée.



8. Divers

La Présidente commente quelques projets en cours au sein de notre Commune.

Regroupement scolaire :

Les travaux du groupe de travail ont abouti et une convention a été préparée. Cette dernière est actuellement en examen auprès des services compétents de l'Etat. Elle sera ensuite signée par les deux Conseils communaux de Gruyères et Le Pâquier qui l'ont d'ores et déjà avalisé.

Les parents ont déjà été informés par le Directeur d'école qu'un site internet unique sera en ligne pour la diffusion d'informations. Une classe sera en principe ouverte cet automne au Pâquier sous réserve des effectifs au 15 mai 2021. Si cela est confirmé, il ne devrait pas y avoir de transports d'élèves entre Le Pâquier et Gruyères pour la rentrée scolaire prochaine. La Présidente tient à relever l'excellente collaboration qui a prévalu lors de ces travaux ce qui est de bon augure pour la suite !

Seniors+ :

La commission Seniors prépare le concept communal qui sera présenté au Réseau Santé Social de la Gruyère (RSSG) à fin juin 2021. Des priorités seront données, dans un premier temps, afin de favoriser une mise en œuvre progressive.

Avant de clore cette ultime assemblée, la Présidente adresse un message à l'occasion de cette fin de législature :

"Cela fait quelques lustres que je préside les assemblées communales et voici venue la dernière et pas des moindres : réussir à obtenir l'aval de l'assemblée pour un crédit >4 mios, c'est pour moi un beau challenge pour clore mon mandat politique.

Avant de clore cette ultime assemblée, je tiens à adresser quelques mots à mes collègues du Conseil communal, plus particulièrement à celle et ceux qui quittent leur fonction. Je voudrais que cet hommage soit à l'image de la mini-jupe : assez long pour couvrir le sujet et assez court pour garder l'intérêt... Alors je m'y essaie...

D'abord un mot pour celle et ceux qui poursuivent : je vous souhaite de belles satisfactions dans l'exercice de votre fonction et vous félicite pour votre belle réélection. Merci pour votre franche et précieuse collaboration tout au long de la présente législature. On a pu travailler ensemble et... bien que différents, nous avons pu oeuvrer en cherchant toujours l'intérêt commun, le travail d'équipe est essentiel en politique. Les décisions prises ont toujours été le résultat d'un consensus, chère à notre démocratie. Merci pour votre belle et joyeuse collaboration.

J'adresse mes félicitations aux nouveaux élus qui j'en suis persuadée s'auront s'investir avec énergie et perspicacité. C'est sous ces auspices que je leur souhaite les plus beaux succès dans leur mandat.

Je souhaite maintenant rendre un bref hommage aux sortants : d'abord à Antje qui a choisi de mettre un terme à son mandat politique. Elle s'est investie corps et âme pour donner à l'AES un cadre de vie convivial et assurer une prise en charge professionnelle des enfants confiés à la structure. Elle l'a



façonné cet accueil et sa plus belle satisfaction a été d'inaugurer les nouveaux locaux pour offrir à ces bambins un cadre de vie sécurisant et convivial. Elle a aussi veillé à ce que l'équipe d'encadrement ait la formation adéquate. Le bien-être des enfants a toujours été sa priorité et c'est dans cet esprit qu'elle a initié les installations ludiques de la cour d'école. Je t'adresse un grand merci Antje pour ta franche collaboration, ton amabilité, ton soutien, ta disponibilité et te souhaite une belle continuation, aussi bien dans ta vie professionnelle que familiale.

Quelques mots aussi à Eduardo Eguizabal avec qui j'ai siégé pendant 15 ans. Je retiendrai de lui ses sauts d'humeur mais aussi son humour parfois ironique. Pétillant d'esprit, il a su nous faire partager ses passions du voyage en nous conduisant par exemple sur les chemins de Compostelle. Ce fût un moment inoubliable rythmé par de bonnes tables ! Quelques frayeurs aussi lorsqu'il dépassait les limites de vitesse ! Eduardo, c'est aussi un humaniste, cultivé et attentif aux autres, qualités que nous avons appréciées. Merci pour les petits albums souvenirs qui resteront un signe tangible des bons moments partagés dans le cadre de notre mandat. Eduardo s'est beaucoup investi dans la réalisation du plan général d'évacuation des eaux, mais aussi pour que chaque habitant soit approvisionné par cette ressource vitale qu'est notre bonne eau du Pâquier. Il n'a jamais manqué de remercier le personnel de l'édilité dont il était le responsable. Il les rassemblait pour des petites sorties tout en privilégiant une partie récréative, importante à ses yeux pour la cohésion du groupe. Un nouveau chapitre de vie s'ouvre à toi Eduardo et je sais qu'avec toutes tes connaissances et ta curiosité, tu sauras sans aucun doute mettre pleinement à profit ta retraite avec Adri et ta famille.

Je m'adresse maintenant à Joseph dit Jo. C'est donc en 1987 qu'il a poussé pour la 1ère fois la porte du Conseil communal. Cela fait 29 ans d'engagement au service de la collectivité. Il te manque une année en fait pour me rattraper ! Jo c'est à la fois un fin connaisseur de l'histoire du village, il y est né et il en connaît presque tous les contours. Ses connaissances se sont révélées précieuses dans bien des situations. Pour illustrer mes propos, je dirais qu'il est un Larousse à l'échelle communale.

Il est encore une chose que je souhaite relever, et c'est peu dire, que Jo avec son carrosse des Chavonnes, accompagné de son fidèle Cannelle, n'est pas peu fier de rouler sur les routes communales qu'il a eu à cœur d'entretenir pour laisser au prochain Conseil un réseau routier presque parfait. Ces jours encore, il a fait en sorte que le cheminement entre Villarblanchin et l'église porte sa griffe.

Je me plais aussi à relever le plaisir qu'il avait en évoquant l'évolution de la vie villageoise et ses anecdotes. Jo c'est aussi "un pince sans rire", un esprit espiègle, taquin, doté d'une grande générosité. Sociable, curieux de tout et surtout des autres, les après-conseils lui étaient chers, quelques escargots et un verre de vin le comblait. Ton rire sonore résonnera longtemps encore dans nos oreilles. Le temps est venu de prendre du temps pour toi Jo et pour qu'il soit heureux, je te souhaite une bonne santé et surtout garde ta belle vivacité !

Erika Morand profite aussi de la fin de mandat de la Présidente pour lui adresser l'hommage suivant :



Madame la Syndique,

Très chère Antoinette,

30 ans ! 30 années passées au sein du conseil communal de notre belle commune. Ça fait un bail me direz-vous ?!

Oui mais pour notre chère Syndique, j'ai aucun doute que ces années ont défilé très vite.

Car Antoinette est une passionnée. Passionnée par la politique, le fonctionnement de nos institutions et la gestion du bien public. Tu débordes d'énergie et d'enthousiasme. Dynamisme que tu as mis au profit de la collectivité durant tes différents mandats. Ton vif intérêt pour la gouvernance communale t'a amené à gravir les échelons en tant que conseillère communale, vice-syndique puis dès 2006, Syndique. Durant toutes ces années tu as collaboré avec 23 différents conseillers et conseillères communales et 3 syndics. Diverses personnalités et sensibilités avec lesquelles tu as su discuter, concilier et avancer. A tes débuts, en 1991, l'administration communale comptait 1 seul et unique secrétaire-caissier, Mr Jean Gassmann pour ne pas le citer. Aujourd'hui, avec l'évolution, l'augmentation du nombre d'habitants, le volume ainsi que la complexité des dossiers, le conseil communal mais surtout la syndique travaillent étroitement avec 1 secrétaire générale, 1 caissière, 3 collaboratrices administratives et une apprentie. Une structure d'accueil extra scolaire a été créée dans laquelle 3 intervenantes veillent aux écoliers. Les employés de l'édilité sont aussi passés, en 30 ans, de 1 à 4 collaborateurs.

Dans des locaux devenus trop étroits, il a fallu aussi compter avec les 2 déménagements de l'administration communale du bâtiment de l'école-à l'ancienne poste- vers le bâtiment de la gare.



Cette croissance et les défis qu'elle a engendré ne t'ont jamais déstabilisée, bien au contraire. Tu t'es adaptée aux situations avec compétence et clairvoyance.

Comme tu as retracé ton parcours et les projets que tu as menés à bien durant tes législatures dans le bulletin d'informations communales, et que je ne veux surtout pas créer de doublons...doublons que tu détestes (en passant 15 ans à tes côtés j'ai retenu la leçon 😊) j'invite celles et ceux d'entre-vous qui n'auraient pas encore lu le mot de la syndique à le faire.

Aujourd'hui tu quittes le navire mais tu ne largues pas toutes les amarres puisque tu restes dans la commission senior qui œuvre en faveur des aînés de notre commune.

Au nom du Conseil communal,
Au nom du personnel de l'administration,
Au nom du personnel de l'école et de l'AES,
Au nom du personnel de l'édilité,
Au nom des citoyens du Pâquier,

Je t'adresse mes vifs remerciements et toute ma reconnaissance pour ton engagement, ton investissement sans compter, ton écoute et ta bonne humeur à toutes épreuves !

Tu vas maintenant pouvoir profiter de tes proches et des bons moments de la vie que tu apprécies tant !

Prends bien soin de toi !



Erika Morand invite ensuite l'Assemblée à remercier la Présidente par un tsunami d'applaudissements.

La Présidente remercie Erika Morand pour les propos tenus à mon égard, ma foi bien élogieux mais aussi teinté d'humour. Elle y a ressenti son côté franc et vrai qu'elle a apprécié durant ces 15 années de collaboration. Elle poursuit :

"Si je devais ressortir un fait important durant mon mandat, ce serait un exercice difficile tant il y en a ! Lequel mettre en avant plutôt qu'un autre ? Oui...il en est un...les belles personnes que j'ai eu la chance de rencontrer sur mon parcours, qui m'ont soutenue et amenée là où je suis aujourd'hui.

Je me suis acquittée de ma mission de Syndique, avec passion, détermination... Je vais savourer maintenant ma future liberté. Le goût de la politique dit-on est le goût du pouvoir ! Moi, je lui préfère le terme de goût du service, parce que tout pouvoir doit se tourner vers le service, même s'il y a toujours un peu de pouvoir dans le service. Pour les femmes, le pouvoir n'a pas la même signification que pour les hommes (permettez-moi cette parenthèse Messieurs). Pour les femmes, le pouvoir n'est pas une fin en soi mais un outil, un instrument pour faire avancer les choses.

Je me suis engagée en politique car les femmes y ont un rôle à jouer. S'engager, c'est une expérience hautement enrichissante sur le plan humain et j'encouragerai toujours celles et ceux qui hésitent à faire le pas.

Je m'inscris maintenant dans une autre mouvance et fait mienne cette devise : « Servir et partir ! ». J'ai essayé de servir le mieux possible et maintenant d'autres horizons s'ouvrent à moi. Je vais troquer l'effervescence de mon mandat politique pour la quiétude de la nature que j'affectionne, la lecture, partir à la découverte de notre beau pays et partager cela avec Jean-Daniel, mon époux, qui m'a beaucoup soutenue pendant toutes ces années et qui a supporté mes nombreuses absences. Merci à toi pour ton soutien indéfectible".

La Présidente demande ensuite à l'Assemblée si elle a des questions.

La parole n'étant pas demandés, elle adresse encore des remerciements :

"Je ne saurais clore cette assemblée sans adresser mes remerciements à tout le personnel de l'administration communale, qui par sa bienveillance, son empathie, son dévouement, son efficacité s'est toujours tenue au service du Conseil communal mais aussi des citoyens. Le Conseil communal est unanime sur les belles qualités dont vous nous avez gratifiées tout au long de notre mandat. Au-delà des compétences appréciées de chacun de vous, c'est aussi les belles personnes que vous êtes que je veux remercier. On s'est complété de façon harmonieuse ! Un petit clin d'œil aussi à Maya, notre apprentie de commerce qui s'investit bien dans sa formation, appuyée par sa formatrice Mélanie !

Mes remerciements s'adressent aussi au personnel de l'édilité, encore renforcé depuis peu par John Pharisa. Vous formez une équipe formidable, soucieuse de l'entretien de notre village et de ses infrastructures. Grâce à vous, les villageoises et villageois ont un cadre de vie agréable.

Merci aussi aux jeunes qui surveillent la déchetterie avec bienveillance et disponibilité. Ensemble, un service de qualité peut être offert à tous nos habitants. Je remercie aussi Antoine, Jérémy, Martin et Lucas pour leur soutien logistique à l'assemblée de ce soir".



La Présidente donne encore la parole à l'Assemblée.

Mme Caroline Equey demande si la Commune, grâce à son intégration dans Mobul, peut avoir une influence sur les horaires et communication entre les lignes de transports publics qui sont très catastrophiques actuellement.

La Présidente répond que la Commune n'a aucune influence sur les horaires. C'est le Canton et la Confédération qui mettent en place les horaires.

Avant de clore son ultime assemblée, la Présidente tient à expliquer le blason de notre Commune, description que bien peu de monde connaît.

Le texte du blasonnement figure
« D'argent (= fond blanc) aux
réunies, du centre de trois



dans un arrêté du Conseil d'Etat de 1973; à savoir
trois trèfles tigés de sinople (= couleur verte) issant, tiges
monts du même ».

La Présidente met un terme à cette assemblée et souhaite une bonne rentrée à tous en regrettant de ne pouvoir organiser un apéritif, car elle aurait eu plaisir à passer un moment convivial avec chacun.

La Présidente clôt l'assemblée, il est 23h05.

Le Pâquier, le 10 mai 2021

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Présidente de l'Assemblée :

Antoinette Badoud



Le Secrétaire général :

Jean-Claude Duriaux